



DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES ATLANTIQUE MISSION MAÎTRISES D'OUVRAGES DIRA / MiMO Bordeaux

**RÉALISATION D'AMÉNAGEMENTS DE
SÉCURITÉ LE LONG DE LA RN10
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA VIENNE
SECTEUR RUFFIGNY - VIVONNE**

Plan Général de Respect de l'Environnement

Janvier 2023



Ref : A1915PM

GEREA Ingénieurs Ecologues
Site Montesquieu – 12 allée Magendie
33650 MARTILLAC
Tél. 05.56.64.82.23
contact@gerea.fr
www.gerea.fr

Table des matières

1 - OBJET.....	3
2 - RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION.....	3
3 - LA LUTTE CONTRE LE RISQUE DE POLLUTION ACCIDENTELLE ET CHRONIQUE.....	4
3.1 – LA RESSOURCE EN EAU SOUTERRAINE.....	4
3.2 – LES EAUX SUPERFICIELLES.....	4
3.3 – LES MESURES DE PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAUX.....	4
3.4 – LE SUIVI DE LA QUALITÉ DES EAUX.....	5
4 – LA PROTECTION DES ZONES HUMIDES, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE.....	6
4.1 - LES ZONAGES RÉGLEMENTAIRES.....	6
4.2 – LA PROTECTION DES ZONES HUMIDES.....	6
4.3 - LA FAUNE ET LA FLORE EN PRÉSENCE.....	6
5 – LA GESTION DES ESPÈCES VÉGÉTALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES.....	9
6 – LA GESTION DES DÉCHETS.....	10
6.1 - LE CONTEXTE, LES ENJEUX.....	10
6.2 - DÉFINITION DES PRINCIPAUX RISQUES OU NUISANCES.....	10
6.3 - MESURES DE PROTECTION.....	10
7 – LE RESPECT DU VOISINAGE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	11
7.1 - LES ÉMISSIONS SONORES.....	11
7.2 - LES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES ET POLLUANTS ATMOSPHÉRIQUES.....	11

1 - OBJET

La présente note a pour objet de mettre en exergue les enjeux de protection de l'environnement devant faire l'objet d'une attention particulière du maître d'œuvre et des entreprises intervenant sur le chantier de réalisation d'aménagements de sécurité le long de la RN10 dans le département de la Vienne, sur la commune de Vivonne, Iteuil et Marçay.

Le projet consiste à créer un échangeur complet au niveau de la RD95 et à fermer les carrefours à niveau de Corneboeuf, de Marçay et de l'Anjouinière en créant des itinéraires de substitution.

La sortie de la RN10 vers la zone d'activités de l'Anjouinière sera conservée.

Cinq thématiques sont plus particulièrement abordées :

- la protection de la ressource en eaux ;
- la protection des zones humides, de la faune et de la flore ;
- la gestion des espèces exotiques envahissantes ;
- la gestion des déchets ;
- le respect du voisinage et de la santé publique.

2 - RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur un certain nombre de textes réglementaires concernant la protection de l'environnement, et notamment :

- les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du code de l'environnement, relatifs aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements ;
- les articles L.181-1 et suivants et R.181-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'autorisation environnementale ;
- les articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants du code de l'environnement relatifs aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques ;
- les articles L.411-1 et suivants et R. 411-1 et suivants relatifs à la préservation du patrimoine naturel ;
- les articles L.414-1 et suivants et R. 414-19 et suivants relatifs à la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages des sites Natura 2000 ;
- les articles L.541.1 et suivants du Code de l'Environnement (gestion et élimination des déchets), R.541-7 et suivants et R.541-41 ainsi que la circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- les articles R571-44 et suivants du code de l'environnement et R.1334-30 et suivants du code de la santé publique sur la lutte contre le bruit ;
- ainsi que l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 28 janvier 2021 relatif à la mise aux normes de la RN10 dans la Vienne.

On rappellera que l'entrepreneur a à sa charge, l'établissement d'éventuels dossiers administratifs de déclaration ou demande d'autorisation temporaire au titre de la loi sur l'eau (ouvrage temporaire, détournement ou couverture provisoire de cours d'eau...) qui pourraient s'avérer nécessaires durant la réalisation du chantier.

3 - LA LUTTE CONTRE LE RISQUE DE POLLUTION ACCIDENTELLE ET CHRONIQUE

3.1 – La ressource en eau souterraine

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine – Avril 2020 – Pages 75 et suivantes) indique qu'au droit de la zone de travaux, le premier aquifère rencontré est celui des calcaires du Jurassique moyen (Dogger) qui constitue la principale ressource en eau du bassin versant du Clain.

Cette nappe est en général libre, localement captive, soit sous un recouvrement de marnes (Bouleure, Pallu), soit sous un recouvrement argileux. Les calcaires du Dogger sont fréquemment affectés de phénomène karstique qui se manifestent en surface par des dolines, gouffres, pertes de rivière. La vulnérabilité de la nappe est moyenne à forte selon la présence d'un recouvrement.

Selon l'ARS-DT86, la zone des travaux n'est pas couverte par un périmètre de protection du captage AEP.

On retiendra que la zone chantier est en Zone de Répartition des eaux (ZRE) ce qui abaisse les seuils d'autorisation et de déclaration de prélèvement d'eau. Ainsi, tous les prélèvements d'eau non couverts par l'arrêté d'autorisation environnemental des travaux, devra faire l'objet à minima, d'une déclaration auprès des services de la Police de l'eau.

On retiendra :

- la présence d'une aquifère peu-profond siège de phénomènes karstiques (Dogger) qui le rend vulnérable aux pollutions superficielles ;
- l'absence de périmètre de protection de captage AEP
- la zone des travaux est en ZRE.

Les enjeux de protection de la ressource en eaux souterraines dans la zone des travaux sont donc considérés comme modérés.

3.2 – Les eaux superficielles

La zone de travaux ne concerne directement aucun cours d'eau ni talweg.

Le cours d'eau le plus proche, le ruisseau d'Aigne affluent du Clain, se trouve à plus de 1 km en aval au nord du carrefour de Corneboeuf. La zone de chantier est séparée du Clain par la RD 27. Le talweg de la source des Chagnat est quant à lui à environ 2 km au sud de l'échangeur de la RD95.

A signaler la présence du plan d'eau du Petit Bois de la Clavière, commune de Marçay, à environ 250 m de l'échangeur de la RD95.

Les enjeux en matière de protection des eaux superficielles et des milieux aquatiques sont faibles, liés à la présence de deux cours d'eau assez éloignés de la zone de travaux.

3.3 – Les mesures de protection de la ressource en eaux

Il est demandé aux entreprises, outre de respecter scrupuleusement le titre II, sections 1 articles 8 et section 2 articles 10 à 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DDT-2021-49 du 21 janvier 2021, de porter une attention particulière sur :

- les conditions de stationnement et de lavage des engins qui devra être réalisé sur une aire étanche imperméabilisée raccordée à un bassin de rétention étanche dimensionnée pour une pluie de retour 2 ans ;

- les conditions de stockage des produits polluants : cuves de stockage à double enveloppe placées sous abri, sur des bacs de rétention, à défaut sur des aires étanches spécialement aménagées et équipées de dispositifs antipollution et de dispositifs de traitement des eaux pluviales ;
- le recueil et le traitement des eaux de lavage : aire aménagée pour le lavage des toupies à béton avec fossé et bassin spécifique de décantation du béton, recueil et traitement (décantation et déshuilage si nécessaire) des eaux de lavage des ouvrages hydrauliques ;
- la sécurisation des opérations de remplissage des réservoirs (pistolets à arrêt automatique, contrôle de l'état des flexibles) à réaliser de préférence sur des aires aménagées à cet effet et à plus de 50 m des zones naturelles préservées (zone humide notamment) et fossé d'assainissement en place ;
- les procédures d'intervention en cas de déversement accidentel de polluants sur les sols. Un plan d'intervention sera mis en place pour intervenir en cas de pollution accidentelle.

En phase de travaux, des bassins provisoires de stockage et de décantation des eaux ou des systèmes de filtration des eaux seront mis en place au niveau de la base-vie et des aires d'entrepôt et de stationnement des véhicules. Le dimensionnement des ouvrages provisoires de collecte ou de traitement des eaux sera fait dans la mesure du possible sur la base d'un débit de fréquence biennale (Q2), mais pas inférieur au module moyen annuel.

Selon la configuration du réseau d'assainissement provisoire de la zone chantier, mettre en place des systèmes de filtration (filtre géotextile semi-enterré, bottes de paille décompactées ou tout autre système performant proposé par l'entreprise), en aval des zones d'intervention juste avant le réseau d'assainissement en place, pour limiter le départ de fines dans le réseau de fossés puis le réseau hydrographique.

Tous les moyens devront être prévus par les entreprises intervenant sur le chantier pour éviter le départ d'une pollution accidentelle dans le réseau d'assainissement et le réseau hydrographique.

Plan d'intervention de chantier en cas de pollution

Pour limiter les impacts d'une éventuelle pollution accidentelle (fuite d'hydrocarbures, déversement accidentel), un schéma d'intervention de chantier mentionnant les personnes et organismes à alerter, le personnel et son organisation, les moyens immédiatement disponibles (sacs de sables, boudins oléophiles, etc.) et le catalogue des solutions techniques pour une intervention rapide (curage, nettoyage...) sera établi par l'entreprise mandataire, soumis à l'agrément du maître d'œuvre, puis diffusé à l'ensemble des intervenants avant le début des travaux.

Ce plan d'intervention de chantier doit permettre d'intervenir à tous les endroits où peut se produire une pollution accidentelle (fuites, déversements accidentels, etc.) susceptible de contaminer les eaux : chantier de terrassement, de construction des ouvrages, pistes d'accès, installations de chantiers, etc.

Élaboré par l'entreprise titulaire du marché de travaux, le plan d'intervention de chantier en cas de pollution sera intégré au Plan de Respect de l'Environnement établi pour l'ensemble des travaux.

3.4 – Le suivi de la qualité des eaux

Un suivi particulier de la qualité des eaux émanant du chantier et du milieu récepteur sera mis en place par la Maîtrise d'Ouvrage (cf article 14 de l'AP).

Seul le suivi de la qualité de l'eau en sortie des bassins de rétention provisoires ou définitifs incombera au titulaire du marché des travaux.

Ce suivi est uniquement demandé sur les MES. Il devra être effectué hebdomadairement durant toute la durée des travaux, sauf en l'absence de rejet (ce point sera à justifier - photo par exemple). La valeur seuil à ne pas dépasser a été fixée à 1g/l en moyenne sur 2 heures.

L'attention du soumissionnaire est particulièrement attirée sur la **nécessité de suivre scrupuleusement les conditions de ce suivi**.

4 – LA PROTECTION DES ZONES HUMIDES, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

4.1 - Les zonages réglementaires

La zone des travaux n'est couverte par aucun zonage de protection ou d'inventaire du patrimoine naturel. Les zones d'inventaire du patrimoine (ZNIEFF de type I) les plus proches se trouvent à plus de deux kilomètres de la zone des travaux.

4.2 – La protection des zones humides

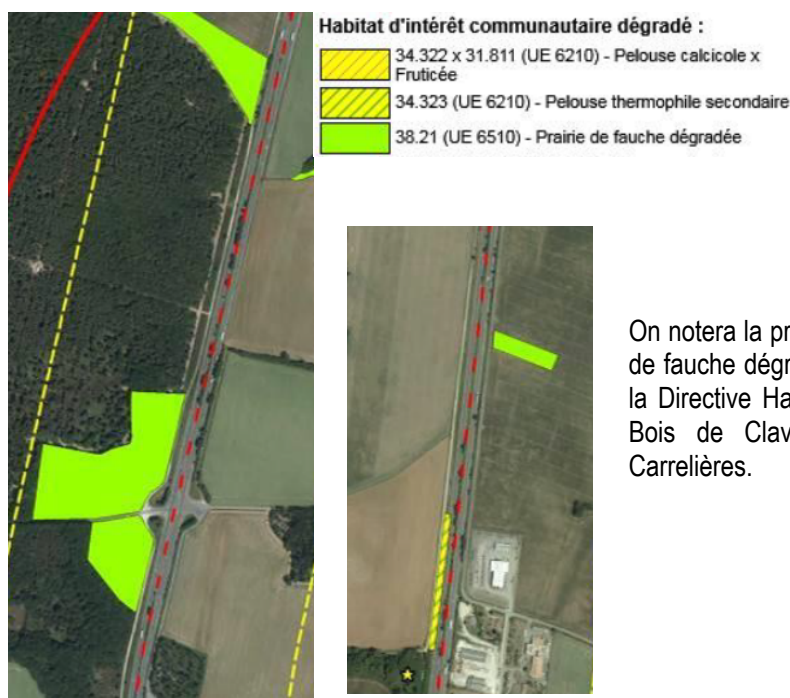
La protection des zones humides est un enjeu majeur de la politique environnementale européenne et nationale.

Aucune zone humide n'a été définie dans la zone des travaux, seul la présence du plan d'eau du Petit Bois de la Clavière et ses berges sont à signaler.

4.3 - La faune et la flore en présence

Sur l'ensemble de la planète, 60 % de milieux naturels ont été dégradés au cours des 50 dernières années. La destruction et la fragmentation des milieux naturels liées, en particulier, à l'urbanisation, au développement des infrastructures de transport ou à la surexploitation des ressources affectent tout particulièrement la biodiversité. L'UICN estime qu'en France métropolitaine, 9% des mammifères, 24% des reptiles, 23% des amphibiens et 27% des oiseaux nicheurs sont menacés de disparition du territoire. Pour la flore, 17% des espèces d'orchidées sont menacées.

L'étude d'impact (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine – Avril 2020 – Pages 101 et suivantes) indique que les **enjeux floristiques et phytosociologiques sont globalement faibles à modérés** selon les secteurs, quelques habitats remarquables présentant une sensibilité plus élevée (pelouses calcaires, mégaphorbiaies, prairies semi-naturelles de fauche dégradées).



On notera la présence de plusieurs patches de pelouse de fauche dégradée (habitat relevant de l'annexe I de la Directive Habitats, Faune, Flore) autour du Grand Bois de Clavière et dans les cultures de Les Carrelières.

Dans les zones d'habitat d'intérêt communautaire, les emprises de chantier devront être réduites au strict nécessaire pour la réalisation des travaux. Elles seront matérialisées par une barrière pérenne, adaptée à la durée du chantier des emprises (clôture trois fils, barrière hêras,...)

Les installations de chantier devront être implantées dans les espaces localisés à terme au sein des boucles de l'échangeur en dehors de ces habitats d'intérêt patrimonial.

Les expertises naturalistes réalisées préalablement aux travaux montrent l'**absence d'espèces végétales d'intérêt patrimonial dans la zone des travaux** et à sa toute proximité.

Concernant la faune, l'étude d'impact note que les **milieux bordant la RN10 se sont avérés peu diversifiés**, peu d'espèces ont été contactées. La zone d'aménagement de l'échangeur se situe dans une zone déjà fortement impactée par les bruits de l'infrastructure, la RN10 étant calée proche du niveau du terrain naturel. Les enjeux en matière de protection de la flore, de la faune et de ses habitats sont de niveau très faible à faible en termes aussi bien qualitatifs que quantitatifs.

Concernant les chauves-souris, la zone des travaux est une zone de déplacement et de chasse notamment sur les lisières des Grand et Petit bois de la Clavière.

Quelques espèces patrimoniales d'oiseaux ont été observées dans les milieux de plaine cultivée, avec néanmoins des effectifs apparemment faibles. La proximité de la RN10 limite potentiellement la diversité spécifique des milieux bordurés (fortes perturbations, notamment sonores)

Aucune espèce de mammifère terrestre, de reptile, d'amphibien et d'insecte d'intérêt patrimonial, n'a été relevée dans la zone des travaux. **Les espèces méritant d'être notées sont cantonnées aux lisières du Grand et du Petit Bois de Clavière et pour les amphibiens aux espaces proches de l'étang du petit bois de Clavière.**

Afin de réduire à leur minimum les impacts potentiels du projet, l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale fixe différentes mesures en phase travaux qui s'imposent au maître d'œuvre et aux entreprises intervenant sur le chantier (cf section 3, articles 15 à 19 de l'arrêté préfectoral) et notamment :

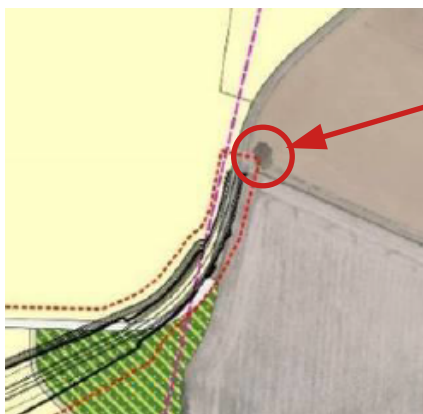
- Le balisage strict, adapté à la durée du chantier des emprises (clôture trois fils par exemple)
- Les travaux d'abatage d'arbres et de débroussaillage seront réalisés de mi-septembre à mi-février
- Les travaux de terrassement sur les milieux cultivés sont réalisés (ou doivent débuter) de mi-septembre à mi-février
- L'éclairage nocturne est proscrite en phase chantier sauf exception validée par la maîtrise d'œuvre.

En plus de ces mesures génériques, il a été décidé :

- L'évitement et sa protection par une barrière anti-personnel pérenne, adaptée à la durée du chantier d'un bosquet localisé à l'est du carrefour de Marçay



- La conservation et la protection du chêne situé en limite nord de chantier en bordure de la RD97



- La pose d'une barrière de protection pour la faune, adossée ou non aux barrières anti-personnel, en limite de chantier sur les lisières des Grand et petit bois de la Clavière



La barrière anti-faune constituée d'une bâche plastique ou d'un géotextile fera 60 cm de haut et sera enterré d'au moins 15 cm ou broché solidement au sol. Cette barrière sera soit implantée inclinée à 45° coté extérieur chantier, soit un volet recourbé d'au moins 45° de 10 cm sera réalisé en haut du dispositif (illustration ci-dessous).



Les protections à mettre en place sera implantées de manière contradictoire entre l'entreprise, la maîtrise d'œuvre et l'assistant environnement à maîtrise d'ouvrage.

5 – LA GESTION DES ESPÈCES VÉGÉTALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Les espèces exotiques envahissantes sont des espèces naturalisées c'est-à-dire des espèces d'origine exotique qui prolifèrent dans des milieux semi-naturels et naturels, distants de leur territoire d'origine. Les espèces exogènes envahissantes se définissent également en fonction des impacts négatifs qu'elles font subir aux écosystèmes naturels, à l'agriculture, au paysage, à la santé... dès qu'elles prolifèrent.

Ces espèces ont des capacités de reproduction souvent très importantes, à de grandes distances des plants parents et peuvent donc potentiellement se propager rapidement sur une aire considérable.

Ces invasions biologiques sont désormais considérées à l'échelle mondiale comme la deuxième cause d'extinction des espèces et d'appauvrissement de la diversité biologique, juste après la destruction des habitats naturels.

Les expertises naturalistes menées préalablement aux travaux montrent l'**absence d'espèces végétales exotiques envahissantes dans la zone des travaux** et à sa toute proximité.

Les mesures génériques suivantes sont cependant recommandées :

- pour tout apport de terre végétale extérieur, il sera demandé au fournisseur un certificat de qualité sur ce point.
- pour tout travaux en cours d'eau, les godets, griffes, roue... devront être nettoyés sur place (zone d'intervention sur le cours d'eau) afin d'éviter toute dissémination de la jussie ou du myriophylle du Brésil à l'extérieur du chantier dans d'autres milieux aquatiques non contaminés.

Afin de ne pas offrir des milieux propices à l'installation d'espèces envahissantes, les mesures suivantes seront mises en places :

- les zones terrassées seront rapidement remises en état etensemencées à l'aide d'un mélange de graminées et de légumineuses de provenance génétique locale pour préparer la restitution agricole des terrains ou les talus de la voirie. la densité du semis sera de 15 à 20 kg/ha. Le mélange de graines proposées par l'entreprise sera soumis préalablement à sa mise en place, à avis de l'AMO environnement,
- les stocks de terres végétales provisoires seront égalementensemencés pour éviter la colonisation par les espèces envahissantes ;
- le transfert de terres végétales entre les secteurs contaminés de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes sont interdits.

6 – LA GESTION DES DÉCHETS

6.1 - Le contexte, les enjeux

Les entreprises titulaires du marché sont seules responsables de la gestion et de l'élimination de ses déchets de chantier, qu'il s'agisse de déchets produits par ses personnels ou de déchets produits par la conduite des travaux ou la construction des ouvrages. A ce titre chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'assurer la collecte, le tri et le traitement de tous les déchets produits lors de son intervention.

La collecte, le tri et l'élimination des déchets de chantier seront conformes aux dispositions des articles L.541.1 à L.541.8 du Code de l'Environnement.

6.2 - Définition des principaux risques ou nuisances

- Production de déchets de démolition (gravats, ferrailles...).
- Production de déchets de différentes natures : terre, déchets inertes, d'emballage, déchets industriels banals, éventuellement déchets dangereux.
- Production de déchets verts lors des opérations de défrichage.
- Mauvais état de propreté du chantier lié à la dispersion de déchets de toute nature ou éventuellement de dépôts sauvages.

6.3 - Mesures de protection

Les filières d'élimination de ces différents types de déchets sont les suivantes :

<i>Nature des déchets</i>	<i>Matériaux naturels</i>	<i>Matériaux manufacturés</i>	<i>Produits hydrocarbonés</i>	<i>Autres</i>
Déchets inertes	Réemploi sur place en remblais, recyclage par concassage Stockage en centre de classe 3	Recyclage par concassage Centre de stockage de classe 3	Recyclage par concassage Centre de stockage de classe 3	Néant
Déchets banals	Compostage Centre de stockage de classe 2	Recyclage Centre de stockage de classe 2		Centre de stockage de classe 2,
Déchets dangereux		Recyclage Centre de stockage de classe 1 (amiantes fibreuses)	Centre de stockage de classe 1	Néant

Le chantier devra être nettoyé régulièrement, aucun stockage de déchet n'étant autorisé en dehors des bennes et containers disposés à cet effet sur les lieux de production des dits déchets.

La grande majorité des déchets qui seront produits sur le chantier seront des déchets inertes et banals. Ils seront autant que faire se peut recyclés et réutilisés sur site, ou hors chantier selon les conditions économiques du moment.

En dernier recours, ils seront qualifiés de "déchets ultimes" et dirigés vers un centre de stockage adapté.

Les déchets banals et dangereux nécessitant d'être évacués seront pris en charge par des filières adaptées.

A la demande du maître d'œuvre, l'entrepreneur devra pouvoir justifier de la destination de ses déchets.

1. 7 – LE RESPECT DU VOISINAGE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE

7.1 - Les émissions sonores

Le chantier est dit "sensible" au bruit lorsqu'il y a des établissements de santé ou maisons de repos à moins de 200 m, des habitations ou des établissements d'enseignement à moins de 150 m.

Le projet ne se situe pas en zone sensible par rapport au bruit.

Plusieurs sources de bruit peuvent perturber l'ambiance sonore aux abords d'un chantier :

- bruit des engins de démolition (pelles hydrauliques, scies à bitume, marteau-piqueur...), de terrassements et des avertisseurs sonores, des engins de levage ;
- bruit des véhicules de transport (chargement, déchargement...) ;
- bruit de déchargement d'éléments préfabriqués ;
- bruit des moteurs de compresseurs, groupes électrogènes...

Le bruit des chantiers de construction et de travaux publics relève du code de la santé publique pour la lutte contre les bruits de voisinage (articles R. 1334-30 à R. 1334-37) et du code de l'environnement pour les règles de fonctionnement du chantier (article R571-50).

On rappellera que cet article prévoit « *Préalablement au démarrage d'un chantier de construction, de modification ou de transformation significative d'une infrastructure de transports terrestres, le maître d'ouvrage fournit au préfet de chacun des départements concernés et aux maires des communes sur le territoire desquelles sont prévus les travaux et les installations de chantier les éléments d'information utiles sur la nature du chantier, sa durée prévisible, les nuisances sonores attendues ainsi que les mesures prises pour limiter ces nuisances.* »

Il est donc attendu que les entreprises produisent un dossier bruit (éléments d'information utiles sur la nature du chantier, sa durée prévisible, les nuisances sonores attendues ainsi que les mesures prises pour limiter ces nuisances) qui sera transmis par le MOA aux autorités concernées un mois au moins avant le démarrage du chantier.

Afin d'atténuer la gêne occasionnée aux riverains, le chantier pourra s'organiser de la manière suivante :

- positionner la zone de concassage au plus près des emprises afin de limiter la gêne aux riverains ;
- limiter la vitesse sur le chantier (permettant également un gain sur la sécurité) ;
- identifier les interventions exceptionnellement bruyantes pour pouvoir les planifier et éventuellement les regrouper (la multiplication des sources ne multiplie pas le bruit) ;
- optimiser les approvisionnements des matériaux et des équipements afin de limiter les trafics d'engins sur et vers le site (planification des livraisons les plus importantes).

7.2 - Les émissions de poussières et polluants atmosphériques

Durant les travaux, la qualité de l'air pourra être affectée :

- lors des opérations de défrichage et de terrassement. Des émissions de poussières sont souvent générées au cours de l'exécution des remblais et des déblais (extraction, transport, déchargement, réglage et compactage) ;
- lors de la circulation des engins de chantier (émissions de gaz d'échappement, envol de poussière) ;
- lors de l'épandage de liant hydraulique (chaux par exemple) ou lors du traitement des matériaux à forte teneur en eau ;
- lors de l'épandage des produits bitumineux et produits routiers (émissions de fumées lors du tirage d'enrobés : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques -HAP) ;

Quelques précautions d'usage permettent d'éviter ou de réduire les rejets dans l'air et les nuisances induites pour le voisinage :

- stocker les matériaux à l'abri du vent et protéger les zones de stockage afin de prévenir toute dispersion (bâchage, signalisation...) ;

- par temps sec et venteux, arroser les zones de chantier afin d'empêcher l'envol de grandes quantités de poussières pouvant nuire à la santé des personnes, à la faune ou à l'environnement (milieux aquatiques) ;
- lors du transport de matériaux, limiter la dispersion des poussières dans l'air par un système de bâchage ou d'arrosage des bennes ;
- éviter l'emploi de liant hydraulique ou de chaux par vent supérieur à 50 km/h et/ou lorsque les envols de ces produits risquent de se déposer hors des emprises du chantier.

En vue de limiter ces nuisances, le chantier sera le plus isolé possible des espaces réservés à la circulation des personnes et des véhicules (mise en place de barrières si nécessaire).

Le bivouac est interdit ainsi que l'incinération de végétaux et tous autres matériaux.